

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 277 – Avril 2024

Les histoires de Roger.

L'extraction du minerai de fer ...

Apparition d'une ébauche de classe ouvrière

Les accidents dans les minières.

Dossier

Divisions de Die Linke,...

Le pari hasardeux...

Wagenknecht avance dans le brouillard.

Sahra Wagenknecht quitte La Gauche ...

Société

Ce que la guerre D'Ukraine dit ...

Dépenses de défense: la Belgique retrouve ...

En économie, le petit n'est pas toujours ...

La rémunération de Carlos Tavares ...

Missak, Mélinée et Olga

Un Courcellois : Emile Clersy

La solidarité, notre Terre commune

Lecture

Itinéraire d'un « personnage » de la Résistance française



LES HISTOIRES DE ROGER.

L'extraction du minerai de fer dans l'Entre-Sambre et Meuse au cours des âges.

La situation du minerai de fer

Il se présente dans les roches sous différentes formes.

- 1) Il constitue un filon se trouvant dans des fentes de terrain plus ou moins transversales.
- 2) Il se présente en amas ou stockwerk*. Il remplit alors des cavités d'une certaine dimension.

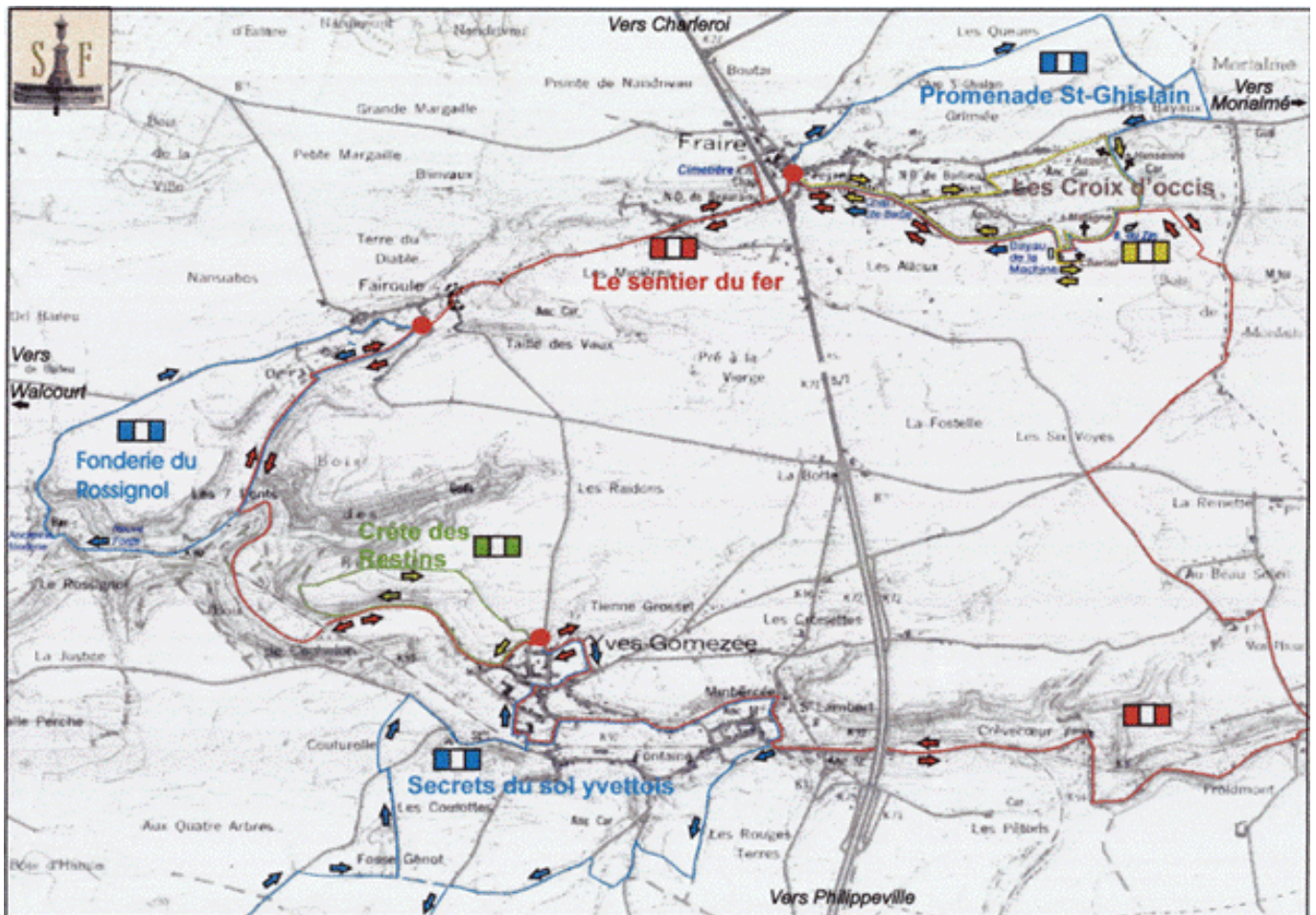
Mode d'extraction

Dans les cas d'un filon, on conduit vers celui-ci par un puits ou bure** tantôt verticalement tantôt en suivant le filon lui-même. On l'attaque par galeries, si le filon est oblique. On le taille en escalier (ouvrage en gradins). Les minerais en masse sont attaqués par des galeries de traverses. Dans les travaux de montagne le minerai

est sorti des galeries pas celles percées horizontalement. Dans les puits verticaux, on se sert de « tonnes » remontées à la surface par un treuil.

La découverte d'anciens fourneaux et de nombreux crayats*** de Sarrasins gallo-romains atteste d'une façon indiscutable que le travail du fer remonte à une très haute antiquité. C'était particulièrement vrai dans l'Entre Sambre et Meuse où plus de 70 localités recèlent des gisements de minerai. Les plus riches d'entre eux se localisent dans les villages de Florennes, Morialmé, Jamagne, Jamiolle, Daussois, Yves-Gomezée, Fairoul, Fraire, Oret, Mettet et Stave. Plus près de chez nous, la découverte de crayats à Jamioulx, Gerpennes, Nalinnes, Acoz, Bouffioulx et Marcinelle atteste également de la plus haute antiquité de cette industrie.

Jadis, ces régions étaient recouvertes d'immenses forêts qui fournissaient le combustible nécessaire à la fonte du minerai. Au site dit des « Templiers », à Marcinelle le Cercle d'Histoire et d'Archéologie (CHAM) mis à jour des crasses de Sarrasins ainsi qu'une immense faulde de charbonnier. La production de charbon de bois devait être importante si l'on considère que cette faulde mesure 13 m de diamètre et que la poussière de ce charbon de bois mêlée à la terre s'étale sur



une épaisseur de 30 à 40 cm.

Dans les ruines de l'Ermitage, on découvrit aussi une réserve de houille ou charbon de terre qu'on utilisait également dans les fourneaux. Ce charbon provenait des veines qui affleuraient en plusieurs endroits de nos localités.

L'histoire rapporte que l'incendie d'une forêt fit connaître au peuple de la Scythie que la terre qu'ils fouillaient contenait un métal précieux et que l'ardeur du feu pouvait l'en extraire. Les Celtes passés maîtres dans l'art de l'extraction, 500 ans avant Jésus-Christ, formèrent la première vague d'immigrants qui, par la technique de travail du fer, supplantèrent le peuple néolithique établi depuis des temps immémoriaux sur ce territoire qui plus tard deviendra la Belgique. Cela prouve que nous sommes tous filles ou fils d'immigrés.

Très vite les premiers Belges repérèrent les meilleurs filons, ceux répartis dans l'Entre Sambre et Meuse. Nous ne parlerons pas des techniques d'exploitation qu'ils employaient car nous ne les connaissons pas. La période qui nous intéresse est celle va du Moyen-Age au 19e siècle

Préparation du minerai : triage lavage bocardage et grillage.

Par le triage, on enlève la gangue de roche qui enveloppe le minerai. Cette opération se fait à l'aide d'un marteau rectangulaire d'un côté et en biseau de l'autre. Ce travail était celui des femmes, des enfants et des hommes plus âgés. Il provoquait à la longue, des crampes, des tendinites et autres douleurs diverses dans les bras et les épaules quand ce n'était pas des blessures causées par des éclats de roche.

Par le lavage, on enlevait la terre qui entourait le minerai. Par le grillage, on vaporisait l'eau et les matières étrangères qu'il contenait. Le bocardage consiste à casser à l'aide de machines, les fragments de minerai ayant résisté à la force des trieurs. Toutes ces opérations terminées, le minerai était prêt à être traité dans les fourneaux.

-Bure : dans l'Industrie minière c'est un puits qui relie deux niveaux dans une mine.

-Crayat : à Charleroi comme la crayette mais de couleur rouge

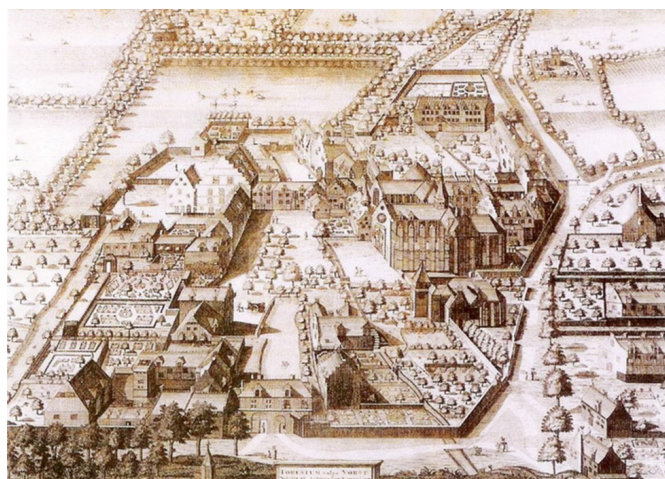
-Tonne : récipient de bois à deux fonds
Faulde : trace d'une aire forestière laissée par la combustion du bois

-Stockwerk : tas laissé par le travail

Apparition d'une ébauche de classe ouvrière

A la fin du 15e siècle apparaissaient déjà les ferments du capitalisme. Des progrès considérables apparurent tant en agriculture que dans la sphère de l'artisanat urbain. Le travail manuel continuait d'être la base de la production mais un des principaux moments du progrès technique fut l'utilisation de la nature, en premier lieu l'eau. Les roues hydrauliques devinrent la source principale d'énergie, pour concasser le minerai, pour actionner les soufflets des forges et façonner le fer.

L'industrie extractive connut un développement subite. Au début du 15e siècle, on creusa des galeries plus profondes. Des puits verticaux ou en plan incliné y donnaient accès. Des perfectionnements furent apportés à la ventilation et aux installations de pompage.



Plan de l'abbaye de Forest(www.reflexcity.be)

Le servage était presque aboli mais le paysan mineur (le travail à la mine était saisonnier) devenu libre n'était pas pour autant devenu riche. Il ne possédait ni la terre ni la mine et devait, désormais, vendre sa force de travail pour vivre. En ce temps, il devait venir à la mine avec ses propres outils qu'il avait dû acheter au propriétaire. Celui-ci tirait en outre de super profits (plus-value) de l'exploitation de l'ouvrier.

Il y eut accumulation primitive du capital qui provenait de la séparation de la masse des producteurs immédiats d'avec les moyens de production. Ce bouleversement social déposséda le paysan ne lui laissant que sa force de travail. Il devenait dépendant du propriétaire terrien, qui, ancien seigneur, devenu chevalier de l'industrie formait la bourgeoisie naissante.

Les anciens usages inhérents à la féodalité ne disparurent pas pour autant. Des redevances devaient toujours être payées au noble propriétaire des concessions. La dîme était toujours redevable à l'Église. Les abbayes continuaient à s'enrichir.

Au début du 18^e siècle, la puissance abbaye de Florennes fut rançonnée par la bande de deux femmes» brigands» disait-on à l'époque. En réalité, ces deux femmes originaires de Saint Aubin ne firent que récupérer l'argent extorqué au paysan et au mineur par le monastère. Cette histoire a fait l'objet d'un ancien article.

La naissance de la production capitaliste entraîna des modifications dans la structure sociale de la société. De nouvelles classes se constituent les prolétaires et la bourgeoisie. A côté des ouvriers des manufactures, les ouvriers agricoles et les journaliers qui cheminaient de village au village à recherche d'un travail dans

la mine ou à la campagne contribuaient à la formation de ce prolétariat. L'élément essentiel de cette classe était constitué des paysans sans terre et des artisans ruinés. Au 16^e siècle, le salariat des campagnes était une véritable servitude. L'ouvrier fugitif encourait des châtiments très sévères depuis la flagellation jusqu'à la potence.

Les premiers pas du mouvement ouvrier furent aussi empreints de l'imaturité de l'ouvrier lui-même. Contre les explorateurs, les ouvriers s'abandonnaient à de brusques montées de haine vite réprimées. On allumait des incendies et on assassinait les oppresseurs. Ces révoltes spontanées s'éteignaient aussi vite qu'elles étaient venues. Elles revêtaient un caractère purement local.

Roger Nicolas

Les accidents dans les minières.

De nombreux accidents survenaient dans les minières de l'Entre-Sambre et Meuse. Huile étaient dus à la négligence des mineurs, disait-on. En réalité, la sécurité devait être assurée par les patrons qui ne payaient pas l'ouvrier pour le boisage ni la mise en place des dispositifs d'aération ou d'assèchement.

Le mineur n'était payé que pour l'extraction du minerai. Selon la cruelle logique capitaliste, le salaire moyen restait toujours réduit à ce qui était nécessaire, pour l'entretien de la vie, à ce qui était indispensable pour perpétuer l'existence et la reproduction des populations.



Le mineur n'était payé que par unité de minerai extrait. Cette unité s'appelait le cense qui équivalait à 3150 kg. N'étant payé le plus souvent que quand l'exploitation de la veine était terminée, il n'avait aucun moyen de contrôle et il était toujours surexploité. Sur le compte d'unités, calculé par le mineur, celui-ci devait payer une redevance appelée « dérantage » au Seigneur, chevalier de l'industrie qui possédait la mine et plus tard, sous le nouveau régime, à la commune.

Le mineur n'était payé qu'après vérification du poids à la bascule. Celle-ci accusait toujours un poids inférieur à celui estimé par l'ouvrier d'où à nouveau surexploitation. On comprend dès lors que pour améliorer le revenu de sa famille, celui-ci se souciait plus de la quantité de minerai extrait que de sa sécurité.

Par des bons de paie provenant des fonds d'archives des patrons, on apprend que le mineur amenait souvent sa femme et ses enfants à la mine afin d'améliorer encore ses maigres ressources.

La recherche du profit maximum et immédiat était la base fondamentale du système. La mise en place de moyens de sécurité ne comptait pas.. Ils étaient négligés d'où la cause d'accidents. On peut citer le cas de Jean-Baptiste Blondain de Florennes âgé de 38 ans, qui a péri dans sa fosse d'extraction, de Pierre Lambert âgé de 69 ans qui a été écrasé par un éboulement à Morialmé, de Louis Lambert de 16 ans, mort écrasé à la minière de Florennes et de Henri Hubert asphyxié. Il n'existait pas de comité de sécurité et d'hygiène.

Souvent dans une galerie, de gros blocs de roches devaient être détachés à la dynamite. Celle-ci, en ce temps-là, était plutôt de la poudre en gros grains que l'on introduisait dans un trou foré au préalable. Elle était ensuite bourrée avec du minerai en grenaille et on y mettait le feu. Il arrivait que, sans qu'on en connaisse réellement la cause, que la mèche se consumait trop lentement. Les ouvriers venaient voir ce qui se passait mais souvent trop tard... L'explosion se produisait. Non seulement la



Croix d'occis

déflagration tuait mais elle ébranlait la voûte et des tonnes de roches ensevelissaient les ouvriers. Des accidents de ce genre se produisaient par dizaines chaque année dans les minières. Ceux qui n'étaient pas tués restaient souvent estropiés pour le reste de leur vie. Les archives signalent le cas d'ouvriers expérimentés qui prévenaient l'ingénieur d'un danger imminent quand, par exemple, la voûte se lézardait. L'ingénieur se moquait et deux ou trois jours plus tard, ces ouvriers se retrouvaient sous un tas de décombres. Il n'était pas rare, que sur plusieurs dizaines de mètres, une galerie n'était pas boisée. Les accidents se renouvelaient tous les ans régulièrement et ils continuaient de se reproduire avec la même régularité puisqu'on ne faisait rien pour les prévenir et que les causes des catastrophes subsistaient. Ce qui surprend le visiteur, c'est que les accidents n'étaient pas plus fréquents car la prudence des mineurs en prévenait beaucoup.

Les éboulements n'étaient pas les seuls ennemis du mineur. Les grandes chaleurs ou le gel suivant le type de mine, la mauvaise aération, l'humidité, la poussière et le surmenage provoquaient des courbatures, de grandes fatigues et des rhumatismes articulaires. La tuberculose, les bronchites et les pneumonies faisaient des ravages énormes sur les corps affaiblis sur tous surtout chez les femmes

et les enfants, en général. Un mineur devenait un vieillard avant l'âge de 50 ans

Aux 18^e et 19^e siècle, les galeries s'approfondissaient. Les accidents augmentaient donc comme en témoignent les nombreuses croix d'occis. Celles-ci constituaient une sorte de registre comptabilisant le nombre de tués. Avec l'usure du temps, beaucoup ont disparu tout comme la coutume de les ériger. Il n'en subsiste plus que quelques-unes dans ces régions de l'Entre-Sambre et Meuse.

Les circonstances de ces morts avaient le don d'émouvoir l'esprit chrétien des populations. Aussi il était de tradition de dresser de semblables croix sur le lieu où à proximité de l'accident particulièrement parce que les malheureuses victimes étaient décédées sans avoir reçu le secours de la religion.. Il fallait donc bien leur donner cette compensation. Un texte gravé sur la croix rappelait les circonstances de la mort

Quand l'accident n'était pas mortel, il alimentait donc tout le lot des handicapés que l'on croisait sur le chemin. Un bras, une jambe, une main en moins n'étaient pas chose rare.

Roger Nicolas

A suivre

DOSSIER

Divisions de Die Linke, signes d'une gauche allemande à la dérive.

En Allemagne, Die Linke, le parti de gauche radicale, est au bord de la rupture. Son ancienne figure de proue Sahra Wagenknecht, qui jouit d'une forte popularité, entend le quitter pour fonder son propre mouvement. Elle accuse Die Linke d'avoir versé dans une surenchère « sociétale ». Avec une stratégie consistant à s'appuyer sur la « société civile progressiste » (ONG écologistes, mouvements favorables à l'accueil des migrants, etc.) dont la « jeunesse » est le cœur de cible, le parti semble bien avoir abandonné ses racines populaires. Mais la stratégie de Wagenknecht, jamais avare d'une polémique contre la « culture woke », semble également fragile.

Après des années marquées par des revers électoraux et des luttes internes, il semblerait que les tourments du parti de gauche radicale allemand Die Linke s'achèvent enfin.

En juin dernier, les co-présidents du parti ont annoncé que le futur de Die Linke s'écrivait sans Sahra



Carola Rackete avec le co-président du parti

Wagenknecht, fermant ainsi la porte à la figure la plus populaire, mais aussi la plus controversée du parti. Ancienne porte-parole au Bundestag, elle est aujourd'hui peu présente au Parlement. Ses détracteurs l'accusent depuis longtemps de défier la discipline du parti pour promouvoir son propre projet politique. Celle-ci ne rate en effet jamais une occasion de critiquer ce qu'elle nomme la « gauche lifestyle » de la classe moyenne.

Il apparaît clairement que le parti tel qu'il existait depuis les années 2000 n'a plus sa place dans le contexte actuel. La décision unanime des cadres de Die Linke fait écho aux déclarations des soutiens de Wagenknecht, qui évoquent ouvertement un départ depuis des mois. Le choix de l'activiste Carola Rackete* et du spécialiste en médecine sociale Gerhart Trabert pour représenter Die Linke aux élections européennes n'ont fait que confirmer une scission qui paraît désormais inévitable.

La désignation de Carola Rackete comme tête de liste aux européennes, célèbre pour ses actions de sauvetage en mer auprès des embarcations de migrants, est emblématique de la voie empruntée par Die Linke. Elle est d'une grande popularité auprès des militants les plus jeunes du parti et des électeurs de centre-gauche – deux franges au cœur de la nouvelle

stratégie du parti

Un tel schisme comporte des risques, notamment celui de ne voir aucun élu à gauche du SPD (parti social-démocrate allemand) siéger au parlement d'ici 2025. Une perspective qui pourrait cependant être vécue comme un soulagement, tant l'atmosphère était devenue délétère à Die Linke, marquée par l'incapacité d'un bord comme de l'autre à amorcer le moindre dialogue. L'optique d'un départ de Wagenknecht donnera enfin l'occasion à chaque camp de mesurer son projet politique à l'aune de ses succès électoraux.

Il reste toutefois de nombreux doutes à éclaircir, à commencer par le programme que chacun souhaite défendre. Une fois le départ des partisans de Wagenknecht acté, Die Linke restera divisé entre une aile de centre-gauche conciliatrice et un mouvement ouvertement radical, ce qui pourrait à l'avenir approfondir les divisions. Il sera difficile de dégringoler plus bas que ces dernières années, mais remonter la pente s'annonce fastidieux.

**Carola Rackete : capitaine d'un bateau transportant des immigrants, qui avait défié le ministre italien Matteo Salvini pour les faire débarquer sur l'île de Lampedusa*

Le pari hasardeux de Die Linke

La conférence de presse du 17 juillet 2023 introni-

sant Rackete et Trabert entendait marquer une nouvelle ère. La désignation de Carola Rackete, célèbre pour ses actions de sauvetage en mer auprès des embarcations de migrants, est emblématique de la voie empruntée par Die Linke. L'ancienne co-présidente du groupe, Katja Kipping, avait un temps exprimé son ambition de faire de Die Linke le catalyseur des « jeunes qui veulent changer le monde ». Pour souligner cette (relative) nouvelle orientation, la conférence de presse a été suivie par une autre devant les locaux de Die Linke, au cours de laquelle des représentants de plusieurs ONG ont pu « exprimer leurs attentes, leurs souhaits et leurs critiques du parti ».

Cette annonce a été vécue comme un « putsch » par certaines voix à gauche. Le recrutement d'une figure progressiste reconnue, extérieure au parti, permet à Die Linke de montrer qu'une page est tournée. Sans aucun doute, Rackete est une personnalité populaire auprès des militants les plus jeunes du parti et des électeurs de centre-gauche – deux franchises, semble-t-il, au cœur de la nouvelle stratégie du parti. Une orientation qui semble pour l'instant convenir aux anciennes figures tutélaires du parti, comme Dietmar Bartsch. Ce virage semble confirmer l'émergence d'un nouveau « centre stratégique », longtemps exigé par ses membres. Mais les militants qui ont pris la parole au cours de la conférence de presse peuvent-ils représenter une véritable base électorale ?

Die Linke jouissait autrefois d'une base de votants à l'Est – notamment des nostalgiques de l'ancienne RDA -, qui constituait une « bouée de sauvetage » parant à tout naufrage électoral. Cette base est désormais perdue



La direction de Die Linke semble miser sa survie sur la capacité des ONG et des mouvements de la « société civile » à organiser de vastes mobilisations sociales. Ils pourraient constituer une base sociale qui s'intégrerait au parti sur le long terme. Pourtant, les manifestations « antifascistes » sous le mot d'ordre « indivisibles » (#unteilbar), tout comme les Fridays

for Future, pour citer deux mouvements notoires, étaient tout sauf homogènes. L'une comme l'autre de ces marches a uni des manifestants en faveur de politiques « progressistes » (pour une politique migratoire ouverte et des mesures climatiques à la hauteur de l'urgence), mais leur composition sociologique et leur orientation politique sont quant à elles profondément hétérogènes. Le vote Die Linke pourrait conjoncturellement les séduire, mais de telles affinités électorales sont temporaires – contrairement à celles d'un front de classe. Ainsi, cette stratégie semble limitée quant à sa capacité à refonder la base sociale durable sur laquelle la gauche s'est appuyée au cours de son histoire.

Aux difficultés sociologiques que pose cette orientation du parti s'ajoute la question de la conjoncture politique. Cette annonce arrive en effet au moment où ces mouvements se trouvent dans une impasse : les vastes mobilisations climatiques de ces dernières années, parmi les plus importantes au monde, n'ont pas réussi à contraindre le gouvernement à accélérer la transition écologique. Le vice-chancelier Robert Habeck, lui-même élu du parti écologiste Die Grünen, semble abandonner sa promesse de sortir du charbon d'ici 2038, au grand dam des ONG, dont les efforts se sont avérés vains.

En dépit des mobilisations du mouvement « indivisibles », plaidant pour une politique migratoire ouverte, le gouvernement actuel, regroupant les Verts, le SPD et les libéraux du FDP, a choisi la doctrine opposée. La coalition tricolore a ainsi approuvé les réformes restrictives en termes d'octroi d'asile de l'Union européenne, tandis que la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser a négocié des accords avec plusieurs dirigeants autoritaires nord-africains afin de maintenir les immigrés potentiels à distance des frontières européennes. La coalition « indivisibles » s'est dissoute en silence en 2022, concédant que « la dynamique du mouvement a vécu ». Relancer cet élan, comme le souhaite Die Linke, semble relever de la gageure...

À Berlin et à travers l'Allemagne, les ONG et mouvements progressistes comptent bien un certain nombre de victoires. Mais dans l'ensemble, ils semblent incapables de résister aux vents violents qui secouent la société. Reconstruire un parti autour de ce qu'il reste de la « société civile » paraît donc hasardeux. La déclaration de Janine Wissler, qualifiant Die Linke de « pôle de l'espoir », fait écho à cette impuissance. Ni son parti, ni aucun autre groupe progressiste en Allemagne n'est actuellement en progression : tout juste Die Linke peut-il espérer glaner 5 % aux prochaines élections et sauver les meubles...

À court terme, ce pari suffira peut-être à empêcher la désintégration totale du parti. Le gouvernement

ayant renoncé à ses promesses de campagne et perdu toute crédibilité, Die Linke peut en profiter pour devenir le point de chute d'un fragment de l'électorat vert et social-démocrate. Mais ces reports ne constitueront pas une base solide. Die Linke jouissait autrefois d'une base de votants à l'Est – notamment des nostalgiques de l'ancienne RDA –, qui constituait une « bouée de sauvetage » parant à tout naufrage électoral. Cette base est désormais perdue. Ainsi, Die Linke semble condamné à se retrancher vers une coalition friable de votants, dont les choix dépendent de calculs politiques conjoncturels et de convictions fluctuantes. Supposons par exemple que les Verts prennent un virage inattendu à gauche lors de la prochaine campagne : rien n'indique alors que cette coalition ne volera pas en éclats.

Allemagne: Wagenknecht avance dans le brouillard.



Sahra Wagenknecht en meeting

Qu'en est-il de Wagenknecht ? Si sa popularité ne se dément pas au sein d'une partie de Die Linke et auprès d'un plus large public, les soutiens de Wagenknecht sont désormais loin du « centre stratégique » du parti. Depuis le dernier congrès, son camp n'est d'ailleurs pas représenté dans la direction. En public, Wagenknecht assure qu'elle doit encore déterminer si elle fondera un nouveau parti. En privé pourtant, son cercle s'y prépare activement et tâte le terrain auprès des cadres de Die Linke dans tout le pays.

Une chose est sûre, ce mouvement ne sera pas un nouvel *Aufstehen** – tentative ratée de créer un mouvement de masse peu structuré sur le modèle des Gilets jaunes. En attestent les déclarations de Wagenknecht, affirmant que la création d'un nouveau parti attirera dans son sillage des « personnalités exigeantes ». À en croire la rumeur, elle tenterait plutôt de mettre sur pied un « parti de cadres », aux effectifs plus resserrés, laissant de côté les newsletters adressées à 100.000 personnes sans tactique

clairement définie. Il faudrait donc s'attendre à une organisation verticale, contrôlée, misant sur la popularité de sa figure de proue pour la propulser dans les sondages.

Ce calcul est tout sauf irréflecti. Les sondages indiquent régulièrement qu'elle figure parmi les personnalités politiques les plus populaires en Allemagne, bien au-delà de l'électorat de gauche. Une récente enquête suggère qu'un parti dirigé par Wagenknecht pourrait arriver en tête dans le Land de Thuringe l'année prochaine. En juin, un autre sondage indiquait que 19 % des votants se montraient ouverts à glisser un bulletin en faveur de son hypothétique parti.

Des chiffres qui impressionnent et contrastent avec les 4 ou 5 % d'intention de vote en faveur de Die Linke. D'autre part, l'idée de voir une formation Wagenknecht arracher une importante portion de l'électorat de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne, parti d'extrême droite) est particulièrement encourageante, au vu de la progression actuelle de ce parti.

Toutefois, les sondages ne sont pas tous dithyrambiques, une étude YouGov démontre que seulement 2 % d'Allemands seraient prêts à la soutenir dans une élection nationale. De plus, il reste encore à savoir si elle se présentera elle-même comme candidate ou se cantonnera à un rôle tutélaire plus symbolique.

Pour l'heure, outre les difficiles estimations d'un soutien à un parti inexistant, les sondages très contrastés en faveur de Wagenknecht témoignent d'une faiblesse inhérente au projet : ce dernier repose totalement sur la volonté ou non de sa figure de proue à se présenter aux élections. Un point faible qui en dévoile un autre : celui du manque criant de personnel politique à ses côtés. Un problème que connaît également Die Linke, qui peine à faire émerger de nouveaux cadres du calibre de ses fondateurs. Cette faille risque cependant de pénaliser davantage la dissidente de Die Linke.

Mais arrive inévitablement un moment où il faut opérer un jugement d'importance : concernant la manière de faire connaître ses positions, les sujets à mettre en lumière, la vision du progrès social porté par le parti. Choisira-t-on de privilégier une posture « progressiste » ou préférera-t-on s'adresser aux « sans voix » et aux « laissés pour compte » ?

En effet, Wagenknecht ne pouvant se présenter à toutes les élections, il faut prendre les estimations des sondages avec des pincettes. Et si elle ne se présente pas et opte pour un rôle plus symbolique, convertir ces enquêtes d'opinion encourageantes en résultats – sans parler d'une organisation politique

nationale -, sera encore plus compliqué. Il est donc probable qu'une liste de candidats «d'inspiration Wagenknecht» voie le jour d'ici les élections européennes de 2024, sorte de ballon d'essai avant le lancement d'un véritable parti politique.

** I Aufstehen : « Je me lève » Dans le sens : « J'apparais ou je me présente »*

Par Loren Balhorn, traduction Camil Mokaddem
Extrait de LVSL

Allemagne : Sahra Wagenknecht quitte La Gauche et fonde son propre parti pour les élections européennes



Sahra Wagenknecht était auparavant membre du parti de gauche Die Linke, mais elle s'est opposée à plusieurs reprises à ses dirigeants au sujet de la ligne politique du parti, qui, selon elle, était trop axé sur la question des minorités plutôt que sur la justice économique. [EPA-EFE/Filip Singer]

L'ancienne leader charismatique du parti de gauche radicale Die Linke a officiellement lancé l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), un parti populiste, en prévision des élections européennes de juin prochain. Le programme du parti prévoit notamment l'opposition à la poursuite de l'intégration de l'UE et au maintien des sanctions de l'UE contre la Russie, qui ont fait grimper les prix de l'énergie.

Sahra Wagenknecht était auparavant membre du parti de gauche Die Linke, mais elle s'est opposée à plusieurs reprises à ses dirigeants au sujet de la ligne politique du parti, qui, selon elle, était trop axé sur la question des minorités plutôt que sur la justice économique.

Mme Wagenknecht a officiellement annoncé lundi

qu'elle quittait le parti, accompagnée de plusieurs alliés, et a présenté sa nouvelle «Alliance Sahra Wagenknecht (BSW)», avec laquelle elle cherche à attirer les électeurs déçus par la gauche et la droite traditionnelles.

Moins d'intégration européenne

Interrogée par Euractiv, Mme Wagenknecht a indiqué que la BSW ferait campagne contre la centralisation du pouvoir à Bruxelles lors des élections européennes de 2024.

«Nous ne pensons pas que toujours plus de compétences devraient être transférées à la Commission européenne — celle-ci est proche des lobbyistes des entreprises et loin des citoyens», a-t-elle déclaré aux journalistes présents à Berlin, ajoutant qu'elle souhaitait que «plus de décisions soient prises par les États membres».

L'Europe est dans un état «relativement triste», a déploré Mme Wagenknecht, craignant qu'elle ne soit «pulvérisée entre les États-Unis et la Chine» si elle ne s'oriente pas vers une politique étrangère de non alignement.

Mme Wagenknecht est donc fermement opposée aux sanctions contre la Russie et prône un cessez-le-feu immédiat en Ukraine, et a promis lundi qu'elle veillerait à ce que l'Allemagne dispose à nouveau d'énergie moins chère.

«Je me demande pourquoi d'autres pays n'ont aucun problème à importer du pétrole et du gaz russes [...], il me semble plus naturel d'utiliser les oléoducs [russes], parce que ce serait beaucoup moins cher», a-t-elle expliqué.

Une victoire est possible

La BSW a pris un bon départ, puisqu'environ 12 % des Allemands interrogés ont déclaré qu'ils voteraient pour ce nouveau parti, selon un sondage de l'Insa publié lundi.

Mme Wagenknecht, qui est bien connue du public grâce à sa présence dans les débats télévisés ainsi que sur les réseaux sociaux, pourrait attirer le soutien non seulement de la gauche, mais aussi des partisans de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), un parti d'extrême droite, estiment les politologues.

Son mélange de politiques économiques socialement conservatrices et socialistes est populaire parmi les électeurs antisystèmes et de droite, a expliqué le politologue Constantin Wurthmann à Euractiv lors d'un entretien.

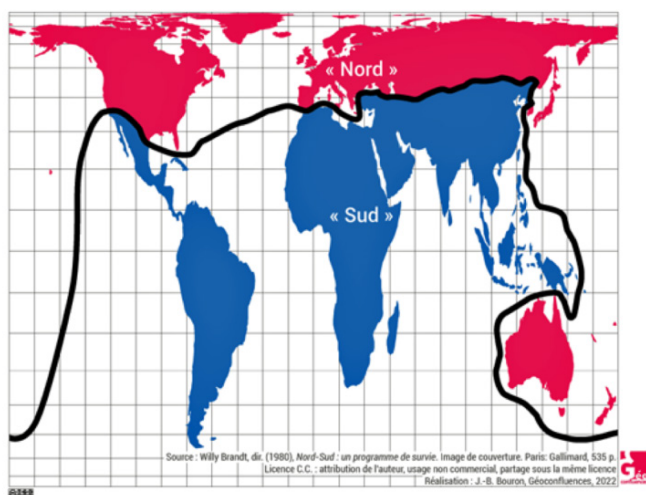
Mme Wagenknecht a promis lundi qu'elle ferait pres-

sion pour plus de redistribution et qu'elle protégerait les PME contre les grandes entreprises, tout en se montrant ferme sur l'immigration irrégulière et les politiques environnementales «aveugles», un domaine dans lequel le gouvernement actuel — le «pire gouvernement de l'histoire» de l'Allemagne selon elle — a échoué.

Par : Nick Alipour | EURACTIV Allemagne | traduction par Claire Lemaire

Ce que la guerre D'Ukraine dit des rapports Nord-Sud

« Si Poutine est contre l'Occident, il ne peut pas être vraiment mauvais » peut-on entendre dans certains cercles militants panafricains.



En envahissant l'Ukraine, la Russie s'est mise au ban de la communauté internationale. Pour autant, si une « écrasante majorité » des pays membres des Nations unies a effectivement condamné l'agression russe, le fait que la quarantaine de pays qui se sont abstenus ou ont rejeté cette condamnation représente ensemble plus de la moitié de la population mondiale n'a pas été suffisamment souligné. Si unanimité il y a, c'est au sein du monde occidental. La perception de ce qui se joue en Ukraine est autrement plus contrastée dans le Sud global, en particulier en Afrique et en Asie. Et il serait trop simple de réduire la diversité de positionnements à un affrontement entre le camp des démocraties libérales et celui des autoritarismes illibéraux.

Liens diplomatiques et militaires

Sur le plan géopolitique, les abstentions ne doivent bien sûr pas être surinterprétées - nombre d'États ont d'abord été guidés par la volonté de ne s'aliéner aucun des deux camps. Elles mettent néanmoins

en évidence l'existence de liens diplomatiques forts entre la Russie et nombre de pays en développement. Des liens qui s'enracinent parfois dans l'histoire longue des alliances de l'époque de la guerre froide - en Inde, en Algérie, en Afrique du Sud. Des proximités qui reflètent également le redéploiement stratégique opéré par la Russie poutinienne depuis une dizaine d'années, sa capacité à s'imposer en partenaire incontournable du fait de ses exportations militaires ou du soutien multiforme qu'elle offre aux régimes (Birmanie, Venezuela, Soudan, Mali) en délicatesse avec les puissances traditionnelles.

Il est néanmoins clair que ce qui se joue dans les relations internationales à la faveur de cette guerre va au-delà des considérations sécuritaires et met en concurrence des visions du monde. Vladimir Poutine s'emploie depuis des années à s'ériger en premier défenseur de valeurs conservatrices face à l'expansionnisme de la culture libérale. Cette posture lui a conféré une aura certaine auprès des leaders autoritaires des pays émergents, comme Bolsonaro, ben Salmane ou Duterte, qui ont voté contre son intervention militaire. L'image d'un « culte international de Vladimir Poutine » (pour reprendre le titre d'un éditorial de février du Financial Times), par des leaders autocrates est juste, mais ne reflète qu'une partie de la réalité.

Champion de l'anti-occidentalisme

En se profilant en champion de l'anti-occidentalisme, le pouvoir de séduction du président russe agit au-delà des cercles dirigeants pour toucher des parts non négligeables des opinions publiques des pays du Sud, notamment parmi la jeunesse. Il serait trop simple de mettre la force d'appel du discours poutinien sur le seul compte de la propagande des services russes ou du conditionnement des opinions par des acteurs idéologiques locaux. Si ces instrumentalizations existent et opèrent, c'est qu'elles prospèrent sur un terrain favorable, marqué par un climat de ressentiment vis-à-vis de l'Occident. « Si Poutine est contre l'Occident, il ne peut pas être vraiment mauvais » peut-on entendre dans certains cercles militants panafricains.

Arrogance et libéralisation des mœurs

Pour une bonne part, ce qui est en jeu ne relève pas tant de l'adhésion à la vision conservatrice et autoritaire de Poutine que du rejet d'un monde centré sur l'Occident. Le soutien à Poutine a en quelque sorte une fonction protestataire vis-à-vis de la prétention occidentale à dire le bien et le mal. Plus précisément, cette « fatigue de l'Occident » a selon nous deux sources majeures, qui se renforcent mutuellement. La première tient dans l'arrogance avec laquelle, depuis la fin de la guerre froide, l'Europe et

les États-Unis diffusent certaines normes érigées en symboles de la modernité libérale, notamment dans les domaines du rapport au sacré (que l'on pense aux effets des caricatures du prophète) et de la libéralisation des mœurs. Sous-jacente à nombre de discours réside l'idée suivant laquelle une échelle de civilisations existe, qui différencie les peuples en fonction de leur capacité à valoriser l'autonomie individuelle, re foulant les autres mondes vécus dans l'illégitimité ou l'archaïsme.

Deux poids, deux mesures en droits humains

La seconde est la perception d'un cynisme, d'une hypocrisie dans la mise en œuvre par l'Occident de ses principes démocratiques, qui contredit l'universalisme proclamé. À tel point que, depuis le sud ou l'est de la Méditerranée, ils apparaissent régulièrement comme des abstractions au service de logiques économiques et politiques impériales. Que sont ces valeurs qui vaudraient dans certains cas et pas dans d'autres ? Comment croire en la puissance normative des droits de l'homme tout en voyant la Méditerranée transformée en cimetière ? Pourquoi les massacres suscitent-ils un effroi généralisé lorsqu'ils se produisent en Ukraine, mais pas au Yémen, en Haïti ou au Congo ? Quel crédit accorder à l'impératif démocratique lorsque des potentats corrompus mais « coopératifs à l'international » sont adoués par les autorités européennes ?

Dans un monde de plus en plus postcolonial, la provincialisation de l'Europe est un processus inexorable. Si, face à la barbarie poutinienne et aux alliances autoritaires, cette dernière entend demeurer une référence en matière de valeurs dans le monde, il lui faudra d'une part promouvoir un universalisme plus ouvert à l'altérité, d'autre part faire preuve de davantage de cohérence dans la mise en pratique des valeurs qui lui sont les plus chères.

Une carte blanche de François Polet, chargé d'étude au CET parue dans La Libre Belgique

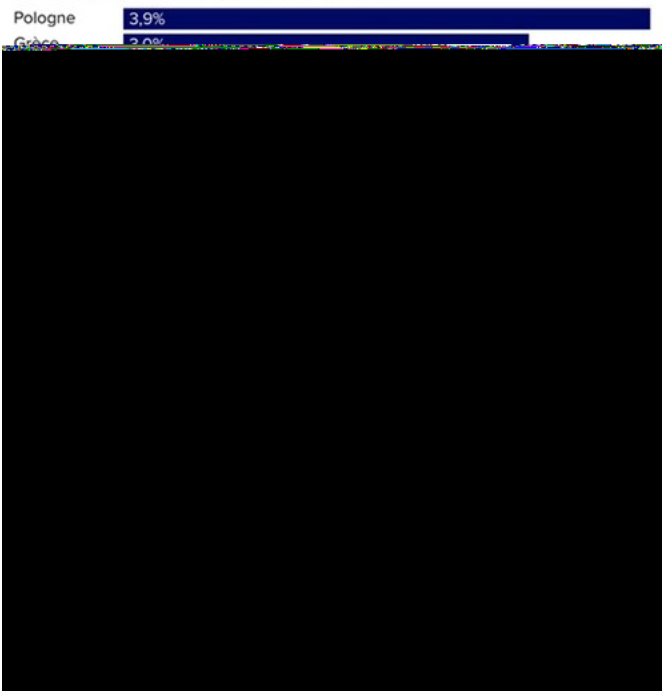
Dépenses de défense: la Belgique retrouve l'avant-dernière place du classement de l'Otan

Les dépenses de défense de la Belgique s'élèveront en 2023 à 6,658 milliards d'euros - soit 1,13% de son PIB - alors que l'Alliance réclame de ses membres qu'ils atteignent les 2%.

La Belgique a retrouvé l'avant-dernière place dans le classement des dépenses de défense établi par l'Otan,

Dépenses en défense en % du PIB dans les membres européens de l'Otan en 2023

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord demande à ses membres une contribution annuelle à hauteur de 2% du PIB.



qui s'élèveront en 2023 à 6,658 milliards d'euros, soit 1,13% de son PIB, indique un document publié par l'Alliance atlantique. L'Alliance réclame pourtant de ses 31 membres qu'ils atteignent les 2%.

La Belgique avait atteint 1,18% l'an dernier, mais les dépenses de défense - une notion plus large que le simple budget de la Défense, puisqu'elle inclut aussi les pensions versées aux militaires retraités - ont à peine augmenté d'une année à l'autre (de 129 millions d'euros), alors que le PIB a proportionnellement cru davantage.

La directive portant sur les 2%, acceptée par tous les alliés lors d'un sommet au Pays de Galles en 2014 sur une période de dix ans - soit 2024 -, sous l'appellation de «Defence Investment Pledge» -, n'est respectée que par onze pays: la Pologne (3,90%), les États-Unis (3,49%), la Grèce (3,01%), l'Estonie (2,79%), la Lituanie (2,54%), la Finlande (le dernier pays à avoir adhéré, avec 2,45%), la Roumanie (2,44%), la Hongrie (2,43%), la Lettonie (2,27%), le Royaume-Uni (2,07%) et la Slovaquie (2,03%).

2035

Le Premier ministre Alexander De Croo a rappelé, mercredi à la Chambre, son intention de porter les dépenses de défense à 2% du PIB d'ici 2035.

Sommet de l'Otan à Vilnius

Lors du sommet de l'Otan qui se tiendra mardi et

mercredi à Vilnius, le chiffre de 2% du PIB consacré aux dépenses de défense devait devenir un «plancher» et non plus un plafond, a réaffirmé ce vendredi le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse à Bruxelles.

Il a toutefois insisté sur l'augmentation «réelle» de 8,3% des dépenses de défense en 2023, qui est le fait des alliés européens et du Canada. «C'est la plus importante augmentation depuis des décennies» et «la neuvième année consécutive de hausse». «Ainsi, les alliés européens et le Canada auront investi plus de 450 milliards de dollars américains supplémentaires depuis (...) 2014», a-t-il ajouté, rappelant qu'à l'époque seuls trois pays consacraient 2% de leur PIB à la défense. «Et nous nous attendons à ce que ce nombre augmente considérablement l'année prochaine.»

Objectif pour 2035

Le Premier ministre belge Alexander De Croo a pour sa part rappelé à la Chambre, son intention de porter les dépenses de défense à 2% du PIB d'ici 2035, en suivant un trajet «réaliste» passant par 1,54% d'ici 2030.

La Belgique satisfera, en revanche, cette année, une autre exigence consentie par les alliés en 2014: celle de consacrer au moins 20% des dépenses de défense à l'achat d'équipements militaires. Elle y consacre cette année 21,4% selon l'estimation, contre 19,3% l'an dernier. Mais elle se trouve en pénultième position, juste devant le Danemark (20,8), ce qui signifie que les 31 alliés - les chiffres prennent pour la première fois en compte la Finlande, qui a adhéré le 4 avril dernier - ont exécuté cette directive.

Extrait de l'Echo

En économie, le petit n'est pas toujours le plus gentil

Pourquoi sommes-nous donc aussi nombreux à considérer qu'une petite entreprise est forcément plus vertueuse et plus sympathique qu'une grande? C'est un leurre, même s'il a ses raisons.

Small is beautiful? Pas tout le temps. Et pourtant. Une petite brasserie locale contre AB Inbev, un petit indépendant du coin contre le géant de l'e-commerce Amazon, la pizzeria de quartier contre McDo, ou une coopérative naissante contre BNP Paribas Fortis,... en général, en termes de capital sympathie, le match est plié.

Vous optez pour le petit brasseur, la coopérative, ou l'indépendant - le petit contre le grand, David contre



Goliath. Pourquoi donc?

Sur cette question de notre préférence des petits sur les grands, il n'y a pas ou – pour rester prudent – très peu d'études académiques. Mais pour les économistes interrogés sur la question, il y a chez nous une peur, à la fois légitime et salutaire, que la grande entreprise devienne incontrôlable.

«L'idée que l'humanité se porterait mieux si tout était produit de manière locale par de petits acteurs est un leurre» XAVIER DUPRET ECONOMISTE - ACJJ

La peur d'une catastrophe à grande échelle

C'est sans doute une première raison: l'échelle, la taille, et le risque que nous associons. La peur du grand serait en fait la peur d'une catastrophe à grande échelle: de pollution, de production, sanitaire, etc. Or, les petites entreprises ne sont pas capables de faire autant de dégâts que les grandes. Ensuite, il y a ce qu'Etienne De Callataÿ, économiste chez Orcadia Asset Management appelle un «biais de récit»: en termes de réputation, les grands sont plus visibles que les petits. 15 emplois perdus, ou 1.500 emplois qui passent à la trappe, cela ne générera en effet pas le même bruit médiatique.

Enfin, il y a les privilèges: des traitements de faveur fiscaux à une capacité de lobbying dont ne disposent pas les petites entreprises, et le fait que l'on s'identifie plus facilement aux «ptits k'on spotche», et vous avez trois facteurs explicatifs de notre sympathie pour les petites entreprises.

Cela étant dit, il y a parfois de véritables bonnes raisons de préférer les grands aux petits. Dans de nombreux domaines, les grandes entreprises sont plus fortement contrôlées et surveillées que les autres (probablement parce qu'on en a plus peur, et qu'il y a des raisons légitimes de mieux les contrôler).

«Les conditions sociales y sont souvent meilleures»,

explique aussi Etienne De Callataÿ, qui cite en exemple «le nombre de jours de congés par employé, bien plus élevé dans une grande banque que dans une petite».

Concentration salubre

Les normes environnementales y sont généralement plus respectées, voire plus poussées - la consommation d'eau pour produire une bouteille de bière et la nettoyer est moins élevée chez Ab Inbev que dans n'importe quelle micro-brasserie.

Qu'on aime l'entendre ou pas, «dans certains cas, la concentration du capital est salubre, et a permis le développement de la civilisation matérielle en rendant une production de masse rentable», souligne l'économiste Xavier Dupret.

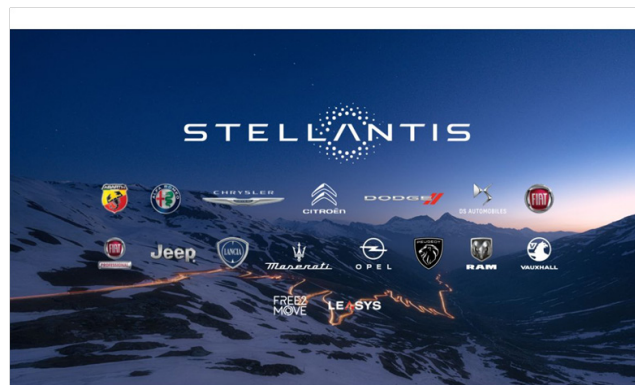
En fonction des secteurs, et d'un point de vue environnemental, cette concentration permet même parfois d'avoir plus de sens qu'une production décentralisée. «L'idée que l'humanité se porterait mieux si tout est produit de manière locale par de petits acteurs est un leurre», ajoute Xavier Dupret. Soyons clairs, le but ici n'est pas de prendre le parti d'Amazon ou d'Arcelor Mittal. Ni de s'attaquer aux indépendants ou coopératives, mais de rappeler que nous sommes empreints d'une forme de romantisme économique, d'un biais qui rend le petit boulanger, le petit vélociste, le petit, a priori plus sympathique que le grand. Or, en matière d'entreprises, d'efficacité et de contrôle, grand ne rime pas forcément avec méchant. Et petit ne rime pas forcément avec gentil.

MAXIME PAQUAY Journaliste
Extrait de l'Echo

Stellantis : la rémunération de Carlos Tavares a augmenté 11 fois plus vite que celle des salariés

La rémunération colossale de Carlos Tavares (36,5 millions d'euros) a été validée, le mardi 16 avril, par les actionnaires de Stellantis malgré les très vives critiques que ce montant colossal suscite. Selon les calculs de « Marianne », l'augmentation touchée par le patron est effectivement sans commune mesure avec celle perçue par les salariés lors des dernières années.

Les actionnaires de Stellantis ont dit « oui ». Réunis en assemblée générale, le mardi 16 avril, ils ont validé la rémunération en très forte hausse de Carlos



Tavares, le directeur général de la firme automobile dont font notamment partie Peugeot et Citroën. Leur avis n'était de toute façon que consultatif. Au titre de l'année 2023, le patron de Stellantis pourrait donc gagner la bagatelle de 36,5 millions d'euros, selon le rapport financier annuel de l'entreprise. Cela représente l'équivalent de 878 années de salaire moyen en France.

Comme c'est le cas depuis plusieurs années, l'ampleur de cette rémunération est l'objet de très vives critiques, notamment de la part des syndicats. Il y a deux ans, Emmanuel Macron s'en était lui-même ému, en jugeant déjà le montant « astronomique » de la rémunération de Carlos Tavares « choquant et excessif ». Rappelons que si le président de la République est fondé à s'en mêler, c'est parce que l'État français est actionnaire de Stellantis par l'intermédiaire de Bpifrance.

Le patron du géant automobile se défend en rappelant que sa rémunération est principalement fixée en fonction des résultats financiers de l'entreprise. Ces derniers sont effectivement excellents. L'an passé, l'entreprise a déclaré un bénéfice record de 18,6 milliards d'euros.

Inégalités XXL

Chacun se fera sa propre opinion. Mais pour apporter un élément d'éclairage, Marianne a sorti sa calculatrice et s'est plongé dans les documents financiers publiés par l'entreprise. Et nous avons observé que l'augmentation de la rémunération de Carlos Tavares était sans commune mesure avec celle des salariés. Pour faire notre calcul, nous sommes partis de l'année 2015, la première complète effectuée par le patron portugais à la tête de PSA (Citroën et Peugeot). Nous avons comparé l'augmentation de sa rémunération avec l'évolution des frais de personnel par salarié, en tenant compte de l'inflation.

Les résultats sont très clairs : la rétribution de Carlos Tavares a augmenté onze fois plus vite que celle des salariés. Quand les frais de personnel par tête, corrigés de l'inflation, ont en moyenne augmenté de 2 % par an, la rétribution du patron de Stellantis a

crû de 23 % chaque année.

Tavares gagne 518 fois plus que les salariés

Les profits du géant automobile sont donc mal répartis. Et l'entreprise a beaucoup de mal à se justifier. Pour essayer de s'en sortir, le groupe estime qu'il faudrait plutôt comparer la rémunération de son patron avec celles de multinationales comme Boeing aux États-Unis (Dave Calhoun, 31 millions d'euros pour 2023).

Mais cela semble être une mauvaise idée. Si le montant de leurs rémunérations est effectivement comparable sur le papier (à 5,5 millions d'euros près tout de même), Boeing semble être une entreprise moins inégalitaire. Le rapport entre la rémunération moyenne des salariés de Boeing et celle de leur patron est de 154, selon le site de la Fédération américaine du travail. C'est déjà colossal. Mais Carlos Tavares expose les compteurs puisqu'il gagne 518 fois plus que la moyenne des employés, selon le rapport financier de son entreprise...

Audion
Extrait de Marianne

Missak, Mélinée et Olga

Missak Manouchian, étranger d'origine arménienne a résisté à l'occupant nazi pendant la 2e Guerre mondiale. Il a été fusillé par les Allemands en 1944. 80 ans plus tard, la France l'honore : il est inhumé au Panthéon avec sa femme Mélinée. Un honneur qui devrait rappeler 2 leçons de l'histoire : les étrangers et les femmes sont trop souvent oubliés quand on parle des combats pour la liberté.

Etrangers

Ce 21 février 2024, Missak Manouchian et sa femme Mélinée sont inhumés au Panthéon à Paris. Le Panthéon est un monument réservé aux grands personnages qui ont fait l'histoire de France. C'est donc le cas de l'étranger, de l'apatride Missak et de son épouse. En France, le pouvoir se souvient donc de ce que les étrangers ont apporté à la France. Pourtant entendre les discours et à voir les lois votées aujourd'hui qui discriminent les étrangers, le pouvoir n'a pas tiré cette leçon de l'histoire. On peut tirer une autre leçon de l'histoire de Missak et de Mélinée : le combat des femmes pour la liberté est souvent mis au second plan. Plutôt que de parler de Missak, parlons donc de Mélinée. Parlons aussi d'Olga, résistante dans le réseau de Missak, elle est arrêtée comme ses camarades et guillotinée par les Allemands.

Mélinée

Quand on parle du groupe Manouchian, on cite souvent Mélinée Manouchian, épouse de Missak Manouchian. Mélinée a presque le même parcours de vie que Missak. Elle naît en Turquie. D'origine arménienne, elle perd ses parents dans le génocide contre les Arméniens commis par les Turcs. Elle débarque en France en 1926. Elle s'engage dans le Parti communiste. Elle rencontre Missak. Ils militent ensemble. Ils se marient. Comme son mari, elle résiste aussi à l'occupant nazi pendant la 2e Guerre mondiale. Contrairement à son mari, elle ne sera pas arrêtée. Dans l'histoire, on a souvent tendance à oublier ou mettre les femmes au second plan. Si Mélinée Manouchian est connue et célèbre, c'est surtout grâce à la lettre que lui écrit son mari Missak juste avant d'être fusillé.

Belle lettre

C'est une très belle lettre. Missak écrit à Mélinée : «J'ai un regret profond de ne t'avoir pas rendue heureuse, j'aurais bien voulu avoir un enfant de toi, comme tu le voulais toujours. Je te prie donc de te marier après la guerre, sans faute, et d'avoir un enfant pour mon bonheur, et pour accomplir ma dernière volonté, marie-toi avec quelqu'un qui puisse te rendre heureuse. (...) Tu feras éditer mes poèmes et mes écrits qui valent d'être lus. Tu apporteras mes souvenirs si possible à mes parents en Arménie.» Mélinée ne se remariera pas et n'aura pas d'enfant. Elle exaucera l'autre souhait de son mari : elle fera connaître ses écrits et fera vivre sa mémoire.

Olga

L'autre résistante est beaucoup moins connue, elle s'appelle Olga (ou Golda) Bancic. Olga Bancic est une juive roumaine née en 1912. Ouvrière, syndicaliste et jeune communiste, elle s'oppose au pouvoir autoritaire de Roumanie. Elle participe au «Front populaire contre le fascisme». Plusieurs fois arrêtée en Roumanie, elle se réfugie en France en 1938. Elle a 26 ans. Elle suit des études de lettres. Elle milite au Parti communiste. Pendant la 2e Guerre mondiale, elle s'engage dans le réseau de résistance Missak Manouchian. Des 23 membres du réseau arrêtés, c'est la seule femme. Elle n'est pas fusillée avec ses camarades. Elle est déportée en Allemagne et guillotinée.

Pendant plusieurs dizaines d'années après la 2e Guerre mondiale, Olga Bancic restait méconnue. Elle avait pourtant participé à une centaine d'actions de résistance du fameux groupe Manouchian. Elle a laissé une très belle lettre à sa fille Dolorès.

À la mémoire de cette femme longtemps restée dans l'ombre et à la mémoire de toutes les femmes qui se sont battues et se battent encore pour la liberté,



lisons cette lettre.

Thierry Verhoeven
Extrait de l'Essentiel

Un Courcellois : Emile Clersy

Emile Clersy est né à Courcelles le 25 juin 1910 et décédé le 29 mars 1994. Ouvrier métallurgiste, il fut tour à tour membre de la Jeune Garde Socialiste, militant puis dirigeant syndical de la Centrale des métallurgistes de Belgique et de la Fédération Générale du Travail de Belgique, conseiller communal et échevin de Courcelles.



Émile Clersy grandit dans une famille socialiste de Courcelles, situé dans la banlieue industrielle de Charleroi. Il commence sa carrière professionnelle comme monteur aux Usines Hanrez à Marchienne-au-Pont (aujourd'hui commune de Charleroi). Il adhère aux Jeunes Gardes socialistes (JGS) en 1926 et devient en même temps membre du Parti ouvrier belge (POB). Comme militant des JGS, il adopte une attitude assez critique envers Arthur Gailly*, le dirigeant du Syndicat des métallurgistes de la région carolorégienne. De 1937 à 1939, il suit les cours de l'École ouvrière supérieure (EOS) à Bruxelles.

Candidat sur la liste du POB lors des élections communales d'octobre 1938, Clersy est élu au conseil communal de Courcelles et désigné comme échevin.

Mobilisé en septembre 1939, Émile Clersy vit la campagne militaire de mai 1940, mais il évite l'emprisonnement par les Allemands. De retour à la vie civile, il reprend son travail aux Usines Hanrez. Au cours de ces années difficiles, il réussit à se mettre en évidence comme porte-parole des ouvriers. Il reprend également ses activités politiques comme échevin à Courcelles jusqu'en 1941, année durant laquelle les autorités occupantes lui interdisent d'exercer son mandat.

À partir de 1942, Émile Clersy s'engage dans la résistance à l'occupant : il est actif au sein du Front de l'Indépendance (FI) du secteur de Courcelles avec la diffusion de la presse clandestine, la récolte d'argent et l'hébergement de résistants et autres. Il rassemble également des renseignements économiques pour le réseau Zéro.

Émile Clersy joue surtout un rôle dans la réorganisation clandestine des militants syndicaux dans la région carolorégienne. Avec Léon Watillon**, il est un des fondateurs du Mouvement des délégués des usines métallurgiques du bassin de Charleroi, créé à la fin 1943.

À la Libération, ce mouvement se présente au grand jour comme le Syndicat unique (SU) de Charleroi. Clersy devient le responsable principal de Travail, l'organe du SU de Charleroi. L'organisation se lie assez vite au Mouvement syndical unifié (MSU) d'André Renard. Au sein du Comité central du MSU, Clersy occupe la fonction de secrétaire. En tant que tel, il participe aux pourparlers qui vont mener à la constitution de la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB – syndicat interprofessionnel) en mai 1945.

De 1945 à 1948, Émile Clersy fait partie du Bureau national de la FGTB et du Comité exécutif de la Centrale des métallurgistes de Belgique (CMB). Il est également vice-président de la FGTB à Charleroi, mais, à cause des divergences personnelles avec Arthur Gailly*, les relations au niveau régional restent assez conflictuelles. Jusqu'au début 1947, le SU de Charleroi continue à exister comme organisation à part au sein de la FGTB. En raison de cette situation, la carrière d'Émile Clersy au sein de la FGTB nationale est de courte durée. En mars 1948, il s'oppose à l'éviction des communistes** des instances dirigeantes de la FGTB et, suivant l'exemple d'André Renard, il démissionne du Bureau national de la FGTB. Contre toute attente, il n'est plus repris dans le Bureau national de la FGTB et il perd également ses mandats au sein de la CMB et de la régionale FGTB de Charleroi.



Arthur Gailly

Pendant un certain temps, Émile Clersy est encore

engagé à la Centrale des ouvriers de la pierre, mais, après 1950, il n'a plus de responsabilités au sein du mouvement syndical. Il continue à jouer un rôle dans la politique communale de Courcelles en tant qu'échevin et président de l'Action commune socialiste locale.

Sur le plan personnel, il faut mentionner son mariage avec Réjane Ponsin en septembre 1946. Le couple n'a pas d'enfant. Émile Clersy est décédé à l'âge de 84 ans.

•Arthur Gailly : député de l'Arrondissement administratif de Charleroi de 1936 à 1961, il cumulera cette fonction avec celle de dirigeant de la Fédération des métallurgistes de Charleroi de 1939 à 1965 puis de secrétaire de la FGTB de Charleroi de la Libération de la Belgique à 1965. Il est aussi à la tête du Parti socialiste de Charleroi, pratique qui, après 1945, est rejetée par le renardisme.

•Léon Watillon : auteur d'un mémoire sur les Chevaliers du Travail en Belgique

•Dans sa commune de Courcelles, Émile Clersy, antifasciste notoire eut toujours d'excellents rapports avec le député communiste Georges Glineur, membre tout comme lui, du conseil communal, tous deux élus en 1938. .

Par Rik Hemmerijckx

Extrait du site « Le Maitron »

La solidarité, notre Terre commune

Le Printemps de la solidarité mondiale porte, chaque année, la lumière sur les actions de solidarité internationale conduites, tout au long de l'année, par le Secours populaire et son réseau de partenaires à l'étranger. Ces associations locales, présentes dans environ 80 pays, viennent en aide, au plus près de leurs besoins, aux populations en difficulté.

L'année 2023 s'est illustrée par son lot de catastrophes (notamment les séismes en Turquie, en Syrie et au Maroc, les inondations en Lybie) mais aussi par une escalade des violences liées aux guerres qui ont embrasé de nombreuses parties du monde et jeté sur les routes des millions de personnes déplacées, ôté des vies et déchiré des familles. L'inflation a frappé les plus modestes des ménages pour les précipiter dans la pauvreté et la misère – le peuple libanais en éprouve depuis des années la terrible expérience. Dans ce contexte international, marqué en profondeur par les crises, la solidarité a tracé son chemin : celui d'une entente possible et d'une coopération à l'œuvre entre les êtres, par-delà ce qui, parfois, les divise – leur nationalité, leur confession, leur origine, leur orientation politique. La solidarité



populaire est cette « Terre commune », sur laquelle les humains choisissent de semer d'autres graines que celles de la compétition, de la haine et du refus de l'autre ; sur laquelle ils entreprennent de cultiver la paix.

La solidarité est un acte de résistance, une alternative, la porte ouverte à de meilleurs lendemains.

Quand la guerre continue de faire rage en Ukraine, que le 7 octobre dernier a ouvert un chapitre inédit par l'ampleur de sa violence au Proche-Orient et inflige à la population de la bande de Gaza un calvaire pour lequel les mots manquent, que les habitants du Haut-Karabagh ont dû se résoudre à tout quitter pour se réfugier en Arménie, cette solidarité allume des feux dans le noir. Elle s'incarne en actes concrets qui, pour celles et ceux qui les reçoivent, sont irremplaçables, et est l'ambassadrice de valeurs qui sont un rempart contre les nationalismes et les xénophobies qui vont grandissant – en témoigne le nombre croissant d'actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), conduites dans les lieux d'accueil du Secours populaire par ses bénévoles. De même, quand ceux-ci initient une collecte populaire pour une action de solidarité internationale, ils réunissent concrètement les fonds indispensables à la conduite d'un projet, certes, mais incarnent aussi, vives, les valeurs d'entraide et d'humanisme. La soli-

darité est bien un acte de résistance, une alternative, la porte ouverte à de meilleurs lendemains.

Protéger d'abord, accompagner ensuite, émanciper enfin : ces trois étapes sont celles d'une solidarité qui envisage les êtres par le prisme de tous leurs besoins et aspirations, appelle leur dignité.

Souvent née de et dans l'urgence, la solidarité populaire s'ancre ensuite dans la durée, dans un esprit d'émancipation de chacun et de développement des peuples. Ainsi, l'exemple de notre partenaire arménien Winnet est éloquent : si l'heure est, encore aujourd'hui, à la mise à l'abri et la reconstruction psychologique des familles déplacées de force du Haut-Karabagh, est déjà compté le temps de la réinsertion sociale et professionnelle, par la formation et l'accompagnement aux activités génératrices de revenus. Protéger d'abord, accompagner ensuite, émanciper enfin : ces trois étapes sont celles d'une solidarité qui prend le temps, envisage les êtres par le prisme de tous leurs besoins et aspirations, appelle leur dignité. Trois temps, comme l'on se relève progressivement, sûrement.

Basée sur le tissage de liens étroits entre le Secours populaire et ses partenaires associatifs locaux (des femmes et des hommes qui connaissent mieux que quiconque la réalité du terrain, y agissent au plus

près), elle permet, sur les cinq continents et quelque 80 pays, la mise en place de programmes qui améliorent durablement la qualité de vie des personnes en difficulté. Contribuer à la sécurité alimentaire des peuples (comme au Nicaragua ou en Côte d'Ivoire), promouvoir l'éducation et la formation (par exemple au Niger et en Serbie), permettre l'accès à l'eau et à l'énergie (ainsi, à Madagascar ou encore au Maroc) ainsi qu'aux soins (Cuba, Palestine, Haïti) : tels sont quelques exemples de programmes soutenus par le Secours populaire et mis en œuvre par ses partenaires dans les différents pays.

La solidarité découle d'un souhait partagé de bâtir une société qui se fonde sur la justice sociale et qui s'attache à un égal accès aux droits humains et aux ressources qu'offre notre planète.

La solidarité découle d'un souhait partagé de bâtir une société qui se fonde sur la justice sociale et qui s'attache à l'égal accès de toutes et tous aux droits humains et aux ressources qu'offre notre planète. Justice sociale et justice environnementale sont deux luttes qui ne peuvent plus être conduites séparément : ce sont d'abord les plus fragiles qui sont frappés par les conséquences du dérèglement climatique. Ces enjeux communs sont le terreau de ce réseau mondial dans lequel s'inscrit le Secours populaire, où se partagent les savoirs, s'échangent les expériences, se concrétise l'entraide – ainsi, en février 2023, les premières denrées alimentaires et les premières couvertures que les sinistrés d'Alep et de Latakia en Syrie ont reçues de la part du Secours populaire leur ont été remis par les jeunes volontaires de son partenaire libanais, DPNA. Cet apprentissage mutuel se retrouve, entre autres, au cœur du projet des villages « Copain du Monde », où des enfants de pays différents se retrouvent pour échanger sur la solidarité et imaginer des actions concrètes pour construire un monde plus juste. En la toile tissée de ce réseau de partenaires, la solidarité n'y connaît aucune frontière et est inconditionnelle – nul ne saurait en être exclu. Celui qui reçoit et celui qui donne s'y fondent en un même geste, qui s'appelle l'humanité.

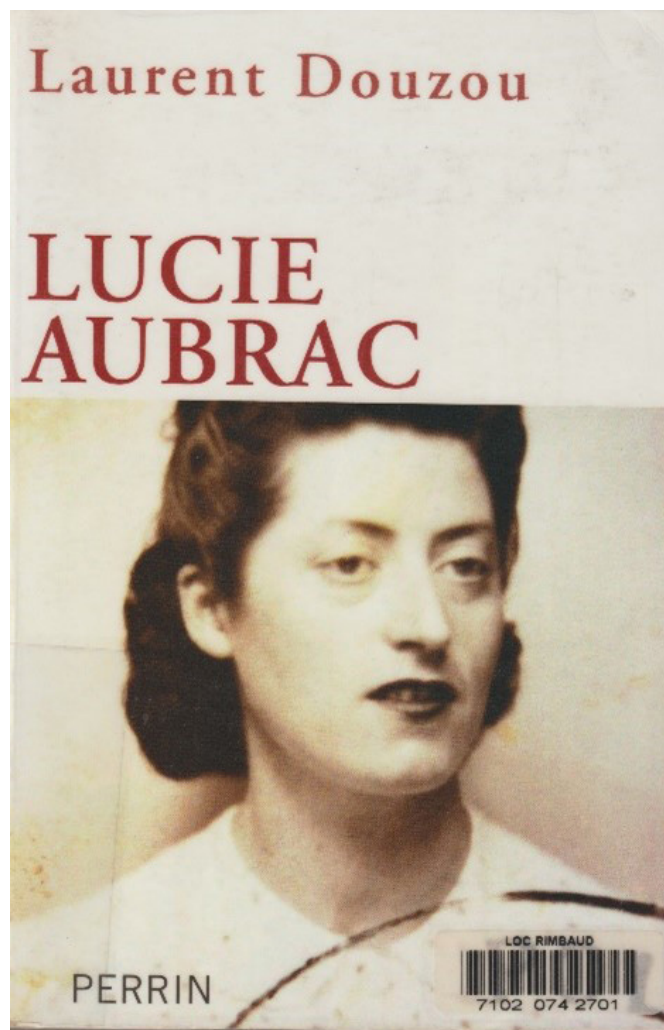
par Pierre Lemarchand

Extrait de « Convergence », bulletin du SPF.

LECTURE

«Itinéraire d'un «personnage» de la Résistance française »

La première biographie d'envergure de Lucie Aubrac.



Lucie Aubrac est devenue dans les trente dernières années de sa vie une des figures emblématiques de la Résistance française. Dans les années 90, elle s'est imposée aux yeux du grand public comme une héroïne, incarnée sur grand écran en 1997 par Carole Bouquet dans un film éponyme de Claude Berri. Elle avait reçu l'année précédente la distinction de grand officier de la Légion d'honneur et sillonnait encore quelques mois avant sa mort les collèges et lycées pour continuer de transmettre à plus de 94 ans son témoignage sur la lutte clandestine contre le nazisme.

Pourtant, aucune biographie d'envergure ne lui avait jusqu'alors été consacrée. Laurent Douzou, universitaire ayant étudié durant ses années de thèse le réseau de Résistance Libération-Sud, dont Lucie Aubrac fut l'un des principaux acteurs ainsi que la liquidatrice, a donc choisi d'évoquer la femme engagée et passionnée qu'il a eu l'occasion de côtoyer pendant de nombreuses années. Pour ce faire, il a confronté les écrits et entretiens de Lucie Aubrac avec les archives ayant trait à sa carrière de professeur d'Histoire-Géographie, à ses relations avec le Parti Communiste et à ses activités résistantes.

Faire la part de l'histoire et de la mémoire

L'auteur a choisi de ne pas focaliser son analyse sur la période de lutte clandestine et notamment l'année 1943, durant laquelle Lucie Aubrac, alors enceinte de son deuxième enfant, a mis au point plusieurs plans d'évasion et réussi à deux reprises à libérer son mari, Raymond, des geôles de la Gestapo. De nombreuses études ont déjà été consacrées à ces événements qui ont forgé la légende de la résistante : ainsi, dès 1946, une bande dessinée américaine, *Lucie to the rescue*, relatait les coups d'éclats de Lucie Aubrac. Ils ont été également l'enjeu d'une vive polémique ouverte à l'occasion du procès du chef de la Gestapo de Lyon, Klaus Barbie, en 1987. Celui-ci, ainsi que certains résistants, remettaient en cause la version donnée par les époux Aubrac sur les circonstances exactes de l'arrestation de Caluire .

Une trentaine de pages sont consacrées dans cette biographie à la jeunesse et à l'adolescence de Lucie Bernard de 1912 à 1939. A cette date, elle prend le nom de son époux et devient pour l'administration Lucie Samuel. La période de guerre et de résistance de 1939 à 1944 est, elle, résumée en une vingtaine de pages : dans la clandestinité, Lucie Samuel devient Catherine et avec son mari ils prennent le pseudonyme d'Aubrac qu'ils conservent après-guerre et qui est acceptée par l'état civil dès 1950. Dans une troisième partie de l'ouvrage – soit une centaine de pages-, Laurent Douzou relate enfin les 63 années qui séparent la fin du conflit du décès de Lucie Aubrac.

Dès l'avant-propos, on saisit toute la complexité de la tâche que s'est fixée Laurent Douzou : ne rien omettre de la trajectoire de vie de Lucie Aubrac, quitte à signaler les incohérences entre son témoignage et les archives exploitées, sans pour autant instruire le procès d'une femme « à la vie à la fois difficile et flamboyante », qui forçait l'admiration d'un homme aussi exigeant que l'historien Jean-Pierre Vernant, lui-même ancien résistant.

Laurent Douzou s'applique donc dans la première partie à mettre à jour la manière dont Lucie Aubrac a reconstruit a posteriori sa propre vie de jeune fille. Les omissions ou inexactitudes concernent notamment les circonstances de sa naissance, la profession de ses parents, ses échecs au concours d'entrée à l'École Normale d'institutrice de Paris ou sa situation matérielle difficile pendant ses années d'études à la Sorbonne de 1932 à 1938, date à laquelle elle est reçue au concours de l'agrégation d'Histoire. L'historien insiste également sur son militantisme étudiant, qui la conduit à adhérer dès 1932 aux Jeunesses Communistes et au Parti Communiste.

Le biographe et ses choix

Le chapitre consacré à l'entrée en guerre et la lutte résistante peut apparaître en regard de cette première partie quelque peu lacunaire. Le lecteur s'attendrait à ce



que Laurent Douzou poursuive sa comparaison entre les récits de Lucie Aubrac et ce que laissent transparaître les archives la concernant. Or, il ne souligne qu'une inexactitude mineure sur la date de sa prise de fonctions en tant que professeur au lycée de jeunes filles de Lyon. Il est vrai que les archives ne livrent que des traces très parcellaires des activités clandestines au sein des réseaux de Résistance et que toute étude approfondie suppose de consacrer de nombreuses pages à la confrontation des témoignages et de revenir sur des débats encore ouverts. L'auteur ne se focalisant pas sur une période, certes cruciale mais chronologiquement très courte, de la vie de Lucie Aubrac s'appuie donc principalement sur le témoignage de l'intéressée et des figures les plus éminentes du réseau Libération-Sud, notamment de son fondateur Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Le lecteur ne trouvera ici aucune information précise sur les circonstances des arrestations de Raymond Aubrac et des évasions organisées par sa femme.

L'auteur s'attarde davantage sur l'activité professionnelle de Lucie Aubrac et son arrivée à Londres en février 1944. Sa réputation l'y a précédée et lui permet d'occuper des postes à responsabilité d'ordinaire réservés aux hommes. Elle devient ainsi membre de l'Assemblée consultative provisoire mais choisit de rester à Londres et participe à de nombreuses réunions ainsi qu'à des émissions de la BBC, où sa faculté à captiver des auditoires variés fit d'elle un « personnage ».

La dernière partie de l'ouvrage nous permet de mieux appréhender le parcours de Lucie Aubrac de la Libération au début des années 80. L'auteur s'attarde sur ses relations compliquées avec le Parti Communiste, qu'elle cherche à réintégrer après-guerre mais où elle restera finalement toujours en marge, tant ses prises de position notamment au sein des instances d'homologation de la Résistance s'éloignent des consignes partisans. On en apprend également un peu plus sur la carrière de Lucie Aubrac dans l'Éducation Nationale. Ses rapports d'inspection et la correspondance avec sa hiérarchie laissent entrevoir son intérêt pour les méthodes pédagogiques innovantes (quitte à prendre des libertés avec les consignes officielles). Elle poursuit sa carrière de professeur en France puis à l'étranger où elle réside de 1958 à 1976, suivant son mari au Maroc, à Rome et à New York. Malgré une demande d'ad-



mission à la retraite relativement précoce (en 1966), elle n'abandonne pas ses activités de recherche et d'enseignement. A son retour en France, elle devient un témoin d'importance et est sollicitée par de nombreux historiens pour ses talents oratoires et les archives qu'elle détient en sa qualité de liquidatrice de son réseau de Résistance.

Ce n'est que dans le dernier chapitre que Laurent Douzou évoque avec précision les polémiques nées autour du procès et du « testament » de Klaus Barbie. Il relate ainsi le déroulement de l'entretien réalisé par le journal Libération à la demande des époux Aubrac entre eux et des historiens de la Résistance française. Laurent Douzou participait aux débats en tant que spécialiste choisi par le couple de résistants. Il revient notamment sur la réaction outrée de Lucie Aubrac, qui s'offusque de devoir s'expliquer sur les circonstances précises de ses actions clandestines comme devant un tribunal. Cet épisode démontre d'une part les difficultés du travail de l'historien face aux acteurs d'une période aussi complexe dont le témoignage est aussi précieux que partiel. D'autre part, comme au début de l'ouvrage, l'auteur met en évidence les reconstructions opérées par Lucie Aubrac, dont le rapport à l'exactitude historique est plus ambigu que ne le laisse imaginer a priori le rôle de « passeur de mémoire » qu'elle a joué jusqu'à la fin de sa vie auprès du public scolaire (et ce, malgré sa cécité et la fatigue liée à son grand âge).

A la lecture de cet ouvrage, on constate donc que Lucie Aubrac, tout comme d'autres acteurs illustres de la Résistance et de la France Libre (on songe ici à de Gaulle lui-même, à Passy ou au colonel Rémy), a participé à la construction de son « personnage ». Laurent Douzou cherche certes à mettre en avant le parcours d'une femme libre et passionnée ayant mis tout au long de sa vie ses talents de pédagogue au service de la transmission du savoir au plus grand nombre. Le lecteur n'en est pas moins amené à s'interroger sur les difficultés à saisir les réalités quotidiennes de l'engagement résistant et les secrets que les témoins emportent avec eux malgré les nombreuses études historiques publiées sur le sujet

PAR Emeline VANTHUYNE

L'auteur : Laurent Douzou est un universitaire français, professeur émérite d'histoire à l'université Lumière Lyon-II et à l'Institut d'études politiques de Lyon. Il est spécialiste de l'histoire et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en particulier de la Résistance intérieure française.

Il a été entre 2010 et 2012 membre de la Maison française d'Oxford et membre senior de l'Institut Universitaire de France (IUF) de 2012 à 2017. Il préside le conseil scientifique du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon.